



## Le déficit grec était bidonné ! Le Président de la Statistique grecque encourt la prison à vie

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 26 février 2012

[decapactu.com](#) 26 février 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

*C'est un scandale de dimension continentale qui vient d'éclater à Athènes : le chiffre du déficit public de 2009 avait été gonflé artificiellement lors de sa révision à la hausse en novembre 2010 de 13,6 % à 15,4 % du PIB. Ces chiffres auraient été aggravés à dessein afin de culpabiliser les Grecs jusqu'à ce qu'ils acceptent l'abaissement de leur niveau de vie, la ruine de leur économie et le dépeçage de leur patrimoine, le tout imposé par l'Union européenne et servilement relayé par leurs politiciens véreux. Il fallait pour cela que le déficit grec dépassât celui de l'Irlande et devînt ainsi un record dans la zone euro.*

Malheur à celle qui a dit la vérité

C'est une employée de l'Elstat, l'institut statistique grec, Zoé Gorganta, qui a révélé l'affaire en septembre dernier, sans que rien ne soit porté à la connaissance du peuple grec littéralement martyrisé par la troïka UE-BCE-FMI. Malheur à celle par qui le scandale arrive : Zoé Gorganta a été immédiatement licenciée.

Une commission d'enquête parlementaire grecque

Le procureur d'Athènes, Grigoris Peponis, a obtenu jeudi du parlement grec, la mise en place d'une commission parlementaire d'enquête concernant le niveau du déficit public hellénique en 2009. Georges Papandréou et de son ministre des Finances d'alors Georges Papakonstantinou semblent d'ores et déjà mouillés jusqu'au cou. La Commission d'enquête doit démontrer qu'ils auraient commandités le tripatouillage des chiffres.

L'Elstat imposée par l'UE

Si la responsabilité des ministres grecs est flagrante, celle des institutions européennes l'est tout autant : L'Elstat a été fondée en août 2010 sur le modèle des autres instituts statistiques européens. La Commission européenne avait alors imposé que l'institut grec soit indépendant du pouvoir politique afin que ne se reproduise pas les « trucages » de comptes qui avaient permis entre 2000 et 2004 au pays d'entrer sans difficultés dans la zone euro. Ce serait très drôle si ce n'était pas si tragique.

Atteinte à la sûreté de l'État

La transmission de l'affaire au parlement a provisoirement évité au président de l'Elstat, Andreas Georgiou, d'être mis en examen pour « atteinte à la sûreté de l'État », et de risquer une condamnation de prison à vie. Pour sa défense, il tente de noyer le poisson dans un océan d'eau trouble : il a soumis au procureur un dossier de pas moins de 74.500 pages au

prétexte d'expliquer le mode de calcul du déficit et a effectué mercredi une déposition de 110 pages.

Andreas Georgiou aurait insisté sur la surveillance européenne qui aurait alors entouré ses calculs, gage pour lui de leur justesse [1]. Il réfute toute pression gouvernementale et proclame son indépendance absolue. A Luxembourg, Eurostat proteste également de la régularité absolue des comptes grecs. Un ange passe sur Bruxelles.

Une raison de plus d'expulser la troïka UE-BCE-FMI

La commission parlementaire grecque devra donc faire la lumière sur un scandale susceptible de révéler la gigantesque entreprise de corruption qu'est devenue la « construction » européenne. Si cette première victoire de la liberté est encourageante, il est à craindre que tout soit fait pour lui mettre des bâtons dans les roues et les médias français – champions de la désinformation – testent déjà leur manœuvre de dé crédibilisation sur le thème éculé de « théorie du complot ».

Il est désormais indéniable que la troïka n'a plus aucune crédibilité pour "contrôler" sur place les comptes grecs, comme il a été décidé mardi dernier.

A quand une commission d'enquête parlementaire en France ?

Au-delà du cas grec, il faudra également tirer toutes les conséquences de cette révélation : c'est bien sur la base de chiffres bidonnés que les finances françaises ont été ponctionnées par dizaines de milliards. Dès la première aide, il avait été dit en séance de commission des finances que la Grèce ne remboursera pas, sans que cette juste prédiction ne soit contredite. C'est donc en toute connaissance de cause qu'ont été détournés des milliards appartenant aux Français pour le compte des usuriers de la Grèce, dans une gigantesque manipulation.

En attendant que toute la lumière soit faite et que soient jugés et condamnés ceux qui auraient triché pour asservir les peuples et servir la troïka, il devient évident que la manipulation de la crise visait à mettre en place le fameux « Nouvel Ordre Mondial » où les banquiers mettraient en faillite les états pour installer une dictature en Eurozone, puis en Europe, puis ailleurs.

La source originale de cet article est [decapactu.com](http://decapactu.com)

Copyright © [Global Research](http://Global Research), [decapactu.com](http://decapactu.com), 2012

---

Articles Par : [Global Research](http://Global Research)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)